

Un article de l'AFP et 20minutes.fr du 9 mai 2012

Crise politique en Grèce (suite). (10.05)

Après sa rencontre avec M. Vénizélos, M. Tsipras s'est entretenu mercredi soir avec M. Samaras, chef du parti conservateur Antonis Samaras qui avait tenté lundi de mener à bien cette tâche délicate car son parti est arrivé en tête du scrutin mais sans majorité. Mais il a finalement jeté l'éponge lundi.

"M. Tsipras veut dénoncer l'accord signé avec nos partenaires européens, ce qui va isoler le pays et le conduit à la sortie de l'euro et à la faillite", a lancé M. Samaras à l'issue de sa rencontre avec le chef de Syriza.

Alexis Tsipras, chef de file de la Coalition de la gauche radicale Syriza, hostile aux conditions de l'aide internationale à la Grèce, a renoncé mercredi à former un gouvernement.

«Notre proposition a obtenu un large soutien dans la société mais pas au Parlement. Nous ne serons pas en mesure de réaliser notre rêve de former un gouvernement de gauche. Demain matin, je remettrai mon mandat», a-t-il déclaré, s'adressant aux députés de son mouvement, arrivé en deuxième position derrière les conservateurs aux législatives de dimanche.

L'entourage de Tsipras a indiqué mercredi qu'il enverrait une lettre aux dirigeants de l'UE pour leur signifier que le plan d'austérité était désormais caduc au vu des résultats de dimanche.

"Il va écrire que l'engagement de Samaras et Venizelos (au plan d'aide) représente seulement 32% des votants et que les Grecs ne sont donc plus liés à ce plan", a dit à Reuters Nikos Papas, responsable du bureau politique du parti. Il a précisé que la lettre serait envoyée au président de la Banque centrale européenne Mario Draghi, au président de la Commission européenne José Manuel Barroso et au président du Conseil européen Herman Van Rompuy.

Selon la Constitution, c'est ensuite au troisième parti, les socialistes du Pasok, que revient la responsabilité d'un ultime tour de table en vue d'une coalition.

Si M. Vénizélos échoue, le président Carolos Papoulias doit convoquer tous les partis pour une ultime tentative de former un gouvernement *"d'unité nationale"*.

Evangélos Vénizélos, le dirigeant du parti socialiste (Pasok), a affirmé mercredi qu'il allait être chargé par le chef de l'Etat Carolos Papoulias de former un gouvernement de coalition, anticipant ainsi l'échec du leader de la gauche radicale Alexis Tsipras.

"Je vais recevoir le mandat (pour former un gouvernement) et continuer l'effort national", a indiqué M. Vénizélos à l'issue d'une rencontre infructueuse avec M. Tsipras, qui est actuellement le deuxième chef de parti politique à essayer de nouer des alliances en vue d'une coalition gouvernementale après les élections de dimanche.

"Il s'est avéré après notre discussion avec M. Tsipras qu'on ne peut pas actuellement arriver à une solution précise et donc, avec le mandat que je recevrai demain (jeudi), je vais continuer les efforts pour former un gouvernement d'espoir, de sécurité et de perspective", a ajouté M. Vénizélos.

Les cinq autres partis représentés au Parlement sont tous opposés aux programmes d'assainissement des finances publiques obtenus en contrepartie de leur aide par la "troïka" des bailleurs de fonds de la Grèce.

Un accord avec le Pasok et un engagement de Nouvelle Démocratie à s'abstenir lors du vote d'investiture pourraient néanmoins faire émerger un gouvernement, qui serait cependant très fragile. Samaras a du reste indiqué qu'il était prêt à tolérer un gouvernement minoritaire qui garantirait le maintien de la Grèce dans la zone euro, mais a jugé que Tsipras n'offrait pas cette garantie.

Hormis la convocation de nouvelles élections dans un délai de trois à quatre semaines, la seule façon de sortir de l'impasse serait de renégocier les termes du renflouement. Mais cette solution est pour l'heure fermement rejetée par les bailleurs de fonds et certains pays d'Europe du Nord.

Le pays se dirige la tête la première vers une catastrophe", écrivait lundi l'éditorialiste du quotidien Kathimerini.

"Si un gouvernement de salut national n'est pas formé dans les prochains jours, l'organisation de nouvelles élections deviendra inévitable."